

LETTRE OUVERTE

DES PRÉSIDENTS DE RÉGIONS À MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Budget 2027 : ne sacrifiez pas l'avenir !

Monsieur le Premier ministre,

Dans quel pays affaiblit-on les investissements dans les territoires alors que les sentiments de déclassement, d'indifférence et d'oubli, et donc de colère, n'ont jamais été aussi forts parmi ceux qui se vivent en périphérie de la République ? Dans quel pays décide-t-on, à l'heure où l'IA bouleverse déjà le monde du travail, de réduire massivement les moyens consacrés à la formation de sa jeunesse ? Dans quel pays choisit-on de fragiliser l'apprentissage au moment même où des centaines de milliers de jeunes cherchent leur voie et où les entreprises peinent à recruter ? Dans quel pays développé décide-t-on de réduire les aides aux agriculteurs et aux pêcheurs qui assurent au quotidien que les familles puissent manger et boire à leur table sagement ?

La réponse devrait être : dans aucun.

Pourtant, c'est bien la situation de la France. Votre France. Notre France. Celle où l'avenir est sacrifié pour satisfaire l'immédiateté et l'incohérence.

La France où les arbitrages budgétaires se font sans mesurer pleinement leurs conséquences sur la vie réelle des gens : celles et ceux qui, demain, pourraient se retrouver sans emploi, sans perspective, sans les moyens de faire vivre dignement leur famille. Les Françaises et Français que vos choix risquent d'abandonner.

Car c'est sacrifier l'avenir de la France que de sacrifier les politiques régionales : celles qui soutiennent l'emploi et l'activité des Françaises et Français pour la production. Celles qui supportent notre industrie et notre souveraineté nationale. Celles qui permettent à des millions de Français de se déplacer. Celles qui garantissent à nos jeunes d'étudier dans nos lycées. Mais aussi celles qui, et les canicules actuelles nous en rappellent l'urgence, permettent l'accélération de la transition environnementale.

Nous, présidentes et présidents de Région qui portons ces politiques, avons toujours été responsables. Pleinement conscients de la nécessité de redresser les comptes publics, et bien que n'étant pas responsables de la dérive du déficit public – les Régions ne représentant que 1 % de la dette publique –, nous avons toujours accepté de prendre notre part à l'effort national.

Cet esprit de responsabilité a hélas abouti à un matraquage budgétaire totalement disproportionné sur les politiques régionales en 2025 et 2026. **1,7 milliard d'euros ont été prélevés sur nos ressources. Les Régions supportent à elles seules un quart de l'effort demandé aux collectivités alors qu'elles ne représentent que 11 % des dépenses.**

Votre Gouvernement s'acharne sur les Régions pour une raison que nous ignorons. Mais à travers elles, ce sont les millions de concitoyens de nos territoires qui sont mis en grande fragilité. Ces ponctions détériorent la capacité d'action des Régions et ont déjà conduit à une baisse inédite des investissements de 1,3 milliard d'euros en 2025.

Pourtant, les Régions de l'hexagone, des outre-mer et la collectivité de Corse ne sont ni opulentes, ni particulièrement dépendantes pour leur propre fonctionnement, pire leur situation financière est la plus dégradée des différentes strates de collectivités en raison de la faiblesse de leurs ressources et de vos politiques de restriction budgétaire.

Transports, développement économique, formation, emploi, agriculture, santé : vos arbitrages budgétaires ont et auront un impact direct sur le quotidien des Français.

Aujourd'hui, la coupe est pleine.

Plusieurs de vos décisions récentes, trop brutales ont suscité un profond sentiment d'exaspération :

Une division par 8 des soutiens à l'apprentissage aux dépens des jeunes les plus modestes (-235 M €) ;

Une réduction drastique des crédits dédiés à la formation professionnelle et à l'emploi qui fragilisera les travailleurs en reconversion ou transition (-223 M €).

Monsieur le Premier ministre, Mettez fin au sacrifice de la jeunesse de France. N'hypothéquez pas l'avenir de nos travailleurs, de nos agriculteurs, de nos pêcheurs, de nos entrepreneurs. Ne brisez pas la promesse républicaine de la solidarité humaine et de la cohésion des territoires. Ne laissez pas s'installer les renoncements qui mèneraient à une nouvelle étrange défaite.

Les présidents et les présidentes de Région veulent le succès de la France. Vous leur aviez promis, lors de leur précédent congrès en novembre 2025, de les recevoir pour coconstruire les conditions du succès pour notre pays, État et Régions réunis.

Huit mois plus tard, malgré de trop nombreuses sollicitations, vous n'avez pas souhaité donner suite à cet appel au travail commun, pourtant conforme à l'esprit que vous aviez affirmé vouloir insuffler lors de votre prise de fonctions.

L'heure n'est plus aux postures. Par cette lettre ouverte, les présidents et présidentes de Région vous demandent solennellement une réunion de travail à Matignon, car la situation exige désormais que le Gouvernement travaille avec toutes les composantes de notre République, au service des Françaises et des Français.

SIGNATAIRES

Carole Delga
Présidente de Régions de France,
Présidente de la Région Occitanie

Renaud Muselier
Président délégué de Régions de France,
Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Huguette Bello
Présidente de la Région Réunion

Xavier Bertrand
Président de la Région Hauts-de-France

François Bonneau
Président de la Région Centre-Val de Loire

Ary Chalus
Président de la Région Guadeloupe

Loïc Chesnais-Girard
Président de la Région Bretagne

Jérôme Durain
Président de la Région Bourgogne-Franche-Comté

Gilles Giovannangeli
Président du Conseil exécutif de Corse

Franck Leroy
Président de la Région Grand Est

Serge Letchimy
Président du Conseil exécutif de Martinique

Fabrice Pannekoucke
Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

Valérie Pécresse
Présidente de la Région Ile-de-France

Alain Rousset
Président de la Région Nouvelle-Aquitaine

Gabriel Serville
Président de la Collectivité territoriale de Guyane